

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : Nord-Kivu, Territoire de Rutshuru, zone de santé de Kibirizi, AS Bitongi, Bulindi et village Lusogha



Contexte

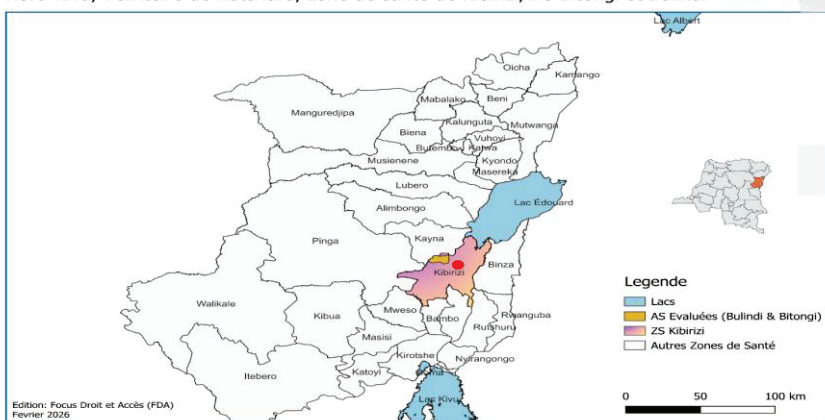
Description de la crise

Depuis mars 2026, les affrontements armés opposant les éléments du M23 aux groupes VDP/Wazalendo dans les villages de Mirangi et Kyerere ont provoqué un afflux massif de ménages déplacés vers les localités de Bitongi, Bulindi et Birundule, dans la zone de santé de Kibirizi. Accueillis majoritairement par des familles hôtes déjà vulnérables, ces déplacements ont accentué la pression sur les ressources communautaires et fragilisé davantage les conditions de vie des populations affectées.

La situation se caractérise par une insécurité alimentaire croissante marquée par la monotonie alimentaire et la consommation d'un repas par jour, des abris précaires caractérisés par la promiscuité, une insuffisance d'Articles Ménagers Essentiels (AME) liée aux pillages répétés ainsi que d'importantes difficultés d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Les préoccupations de protection demeurent élevées en raison des cas de violences sexuelles, de mariages forcés, de travaux forcés et de la présence d'enfants sortis des groupes armés. L'accès aux soins de santé reste limité, notamment à Lusogha où le poste de santé est non fonctionnel faute de personnel, de médicaments et de matériels médicaux, tandis que les difficultés économiques contribuent à la baisse de la fréquentation scolaire des enfants affectés.

En l'absence d'une amélioration du contexte sécuritaire et d'une réponse humanitaire rapide et coordonnée, la situation risque de se détériorer davantage, avec une aggravation des besoins humanitaires et des vulnérabilités des ménages déplacés, retournés et des communautés hôtes.

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) Nord-Kivu, Territoire de Rutshuru, zone de santé de Kibirizi, AS Bitongi et Bulindi



Source des résultats :	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	6343	6343	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/05/2026	01/05/2026	
Date de fin de crise	01/04/2026	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	4351	1297	
Taille moyenne ménages	7,6	-	
Accès physique	Source : équipe d'évaluation		
Accès sécuritaire	Voiture		
Présence de la MONUSCO	Oui		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Non		
	Pillages des biens et des bétails, violences sexuelles, accrochages répétés		
Couverture tél.	Airtel et Orange 80%, (estimation) Vodacom 70%		
	EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres		

Conséquences humanitaires

Les participants aux groupes de discussion communautaires rapportent que la crise a provoqué d'importantes conséquences humanitaires, notamment des déplacements forcés de population, des pillages de biens et de bétail, des violences sexuelles, des pertes en vies humaines ainsi qu'une insécurité persistante dans plusieurs localités affectées. Les discussions soulignent également une forte détérioration des conditions de vie des ménages, marquée par l'insuffisance alimentaire, la perte des moyens de subsistance et l'aggravation des difficultés socio-économiques. Les participants estiment que cette situation a considérablement fragilisé les capacités de résilience des populations déplacées et des communautés hôtes, tout en accentuant les besoins humanitaires multisectoriels.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	16%	13%
6-17 ans	24%	21%
7 mois-5 ans	9%	9%
0-6 mois	2%	2%
Total	53%	47%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	72%
Nutrition	6%
Abris	7%
Articles ménagers essentiels (AME)	4%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	6%
Santé	9%
Education	0%
Nourriture	4%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	12%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	2187				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	8%	19%	-	72%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	13%	-	86%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	7%	56%	-	-	33%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	100%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	76%	-	17%	-	7%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	73%	-	27%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	62%	34%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	54%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	17%	42%	37%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	52%	9%	20%	7%	5%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	23%	-	76%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	42%	33%	15%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	51%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	80%	-	-	-	19%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	82%	-	-	-	17%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	77%	-	-	-	23%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	80%	-	19%	-	1%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	35%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Selon les participants aux groupes de discussion communautaires, la situation humanitaire risque de se détériorer davantage en raison de la persistance de l'insécurité et des affrontements armés dans les zones affectées. Les participants craignent une aggravation des déplacements de population, de l'insécurité alimentaire, des problèmes de protection ainsi que des difficultés d'accès aux services sociaux de base si aucune amélioration du contexte sécuritaire ni assistance humanitaire adaptée n'est apportée dans les prochains mois.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)	
	98%
	14%
	22%
	28%
	7%
	3%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée) ³

Fréquence max. possible: 16	
	0
	9
	5
	0
	0
	8
	5
	5
	5
	0
	0
	0
	11
	0
	0
	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	50%	20%	
■ Retournés	39%	34%	
■ Communauté hôte / autochtones	11%	46%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	2187	264
Retournés	1699	437
Communauté hôte / autochtones	465	591
Réfugiés	0	2
Rapatriés / expulsés	0	2

Analyse des mouvements de population

Les données des enquêtes ménages montrent une forte présence de ménages déplacés internes, estimée à 50 %, et de ménages retournés à hauteur de 39 %, tandis que les ménages autochtones représentent 11 %, traduisant une zone fortement affectée par des mouvements de population récents. Les informateurs clés confirment globalement cette tendance, avec toutefois une proportion plus élevée de communautés hôtes estimée à 46 %. La taille moyenne des ménages est estimée à 7,6 personnes, ce qui accentue la pression sur les ressources disponibles.

La pression démographique apparaît élevée, avec un ratio déplacés par rapport aux communautés hôtes estimé à 89 % selon les enquêtes ménages et atteignant 119 % selon les informateurs clés, ce qui reflète une forte pression sur les ressources locales et les services sociaux de base. Environ 32 % des ménages autochtones accueillent des ménages déplacés, soit près de 1 403 familles d'accueil, illustrant le rôle central mais de plus en plus sollicité des communautés hôtes.

Les ménages déplacés proviennent principalement des territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale, et les déplacements sont majoritairement récents, survenus entre moins de 4 semaines et 3 mois, confirmant le caractère actif de la crise dans un contexte d'affrontements sporadiques. Dans l'ensemble, la situation reflète une pression importante sur les communautés hôtes et une vulnérabilité accrue des populations affectées.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

4351 1297

Taille moyenne des ménages (EM)

7,6 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

89% 119% #REF!

(Réponse IC majoritaire)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

32% ii, beaucoup (plus de la moi

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

1403 -

#REF!

#REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	4180
Retournés	3990
Communauté hôte / autochtones	1775
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	9945

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	3	34%	0	0%	3	14%
	115-125 mm	3	12%	2	16%	5	14%
	>125 mm	3	55%	11	84%	14	71%
	MAG	6	45%	2	16%	8	29%
Filles de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%	
	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	5	22%	3	17%	8	20%
	>125 mm	9	78%	9	83%	18	80%
MAG	5	22%	3	17%	8	20%	
Enfants de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%	
	<115 mm	3	14%	0	0%	3	7%
	115-125 mm	8	18%	5	17%	13	17%
	>125 mm	12	68%	20	79%	32	76%
MAG	11	32%	5	17%	16	24%	
Femmes enceintes et allaitantes	n	%					
	<185 mm	0	0%				
	185-230 mm	7	27%				
	>230 mm	19	73%				
MAG	7	27%					

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	22	12	34		
	115-125 mm	5	11	16		
	MAG	27	23	50		
	n	%	n	%	n	%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	10	4	14		
	115-125 mm	33	11	44		
	MAG	43	15	58		
	n	%	n	%	n	%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	32	16	0		
	115-125 mm	38	22	60		
	MAG	70	38	108		
	n	%				
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	12				
	185-230 mm	12				
	MAG	24				

Analyse Nutrition

Les données issues des enquêtes ménages et des informateurs clés indiquent une situation nutritionnelle préoccupante chez les enfants de moins de 5 ans. Au total, 7 % des enfants présentent une malnutrition aiguë sévère, tandis que 17 % sont en malnutrition aiguë modérée, traduisant une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 24 % dans la zone. Cette tendance est observée aussi bien chez les enfants de moins de 2 ans que chez ceux de 2 ans et plus, confirmant une vulnérabilité nutritionnelle généralisée.

Chez les garçons de moins de 5 ans, la malnutrition aiguë sévère atteint 14 %, contre 0 % chez les filles, ce qui met en évidence une exposition différenciée mais globalement élevée des enfants aux risques nutritionnels. Les informations recueillies auprès des informateurs clés confirment la gravité de la situation, avec 44 % des cas identifiés en malnutrition aiguë sévère et 56 % en malnutrition modérée, soulignant une perception d'une situation plus critique au niveau communautaire.

Par ailleurs, la situation des femmes enceintes et allaitantes apparaît également préoccupante, avec 0 % présentant une malnutrition aiguë sévère et 27 % une malnutrition aiguë modérée, indiquant une vulnérabilité nutritionnelle persistante au sein de ce groupe.

Dans l'ensemble, ces résultats traduisent une situation nutritionnelle critique, marquée par une malnutrition aiguë globale dépassant les seuils d'alerte, nécessitant une réponse urgente en matière de nutrition.

de prise en charge nutritionnelle.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		12	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	53%	6	
Agriculture de subsistance	36%	10	
Agriculture de rente	2%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	1%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	2	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	51%	-	
Non	49%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	65%	-	
Non	35%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	8%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	21%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	3%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	42%	8	
Non	56%	4	
Ne sait pas	2%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	1	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	9	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	2	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 12	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	54%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	1%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	18%	-	
Marché	15%	-	
Travail pour de la nourriture	45%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	3%	-	
Petit commerce	2%	-	
Vente de braises/charbon, etc	4%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	5%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	3%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)

- Aucune réserves
- 1-2 semaines
- 3-4 semaines
- Plus de 4 semaines



Aucune réserves	72%	-	5
1-2 semaines	19%	-	3
3-4 semaines	8%	-	1
Plus de 4 semaines	1%	-	1

Nombre moyen de repas par jour (EM)

- Pour les adultes hommes
- Pour les adultes femmes
- Pour les garçons de moins de 18 ans
- Pour les filles de moins de 18 ans

Pour les adultes hommes	1	-
Pour les adultes femmes	1	-
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴

- Acceptable (>42)
- Limite (>28)
- Pauvre (≤28)



Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	13%	-	3
Pauvre (≤28)	86%	-	5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵

- Durable (<4)
- Sous pression (<19)
- Crise / urgence (≥19)



Durable (<4)	7%	-	1
Sous pression (<19)	56%	-	3
Crise / urgence (≥19)	37%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire dans la zone évaluée se caractérise par une fragilisation avancée des moyens de subsistance et un accès limité à la nourriture. Les ménages dépendent principalement du travail journalier à 53 % et de l'agriculture de subsistance à 36 %, dans un contexte marqué par un accès insuffisant à la terre et des pertes de production. Bien que 65 % des ménages aient accès au marché, une large majorité, soit 69 %, ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour s'y approvisionner. Dans ces conditions, l'alimentation repose essentiellement sur la production propre à 54 % et le travail contre nourriture à 45 %, alors que 72 % des ménages ne disposent d'aucune réserve alimentaire. La consommation reste très limitée, la plupart des ménages ne prenant qu'un seul repas par jour. Cette situation se traduit par une forte dégradation de la consommation alimentaire, avec 86 % des ménages présentant un score pauvre, tandis que les stratégies d'adaptation indiquent une pression importante, voire critique, pour une grande partie des ménages. L'ensemble de ces éléments reflète des difficultés persistantes d'accès à une alimentation suffisante et diversifiée.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
--	----------------------	--	----------

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	41%	-
En famille d'accueil	26%	-
Dans un site spontané	0%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	28%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	5%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	1%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	93%	7
Abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	3%	7
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	3%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	54%
Non	46%
Ne sait pas	0%



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	38%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	24%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	5%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	26%	
Abris d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%	
Abris d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Abris d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abris d'urgence ET En famille d'accueil	0%	
Abris d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	3
		4
		5

Analyse Abris

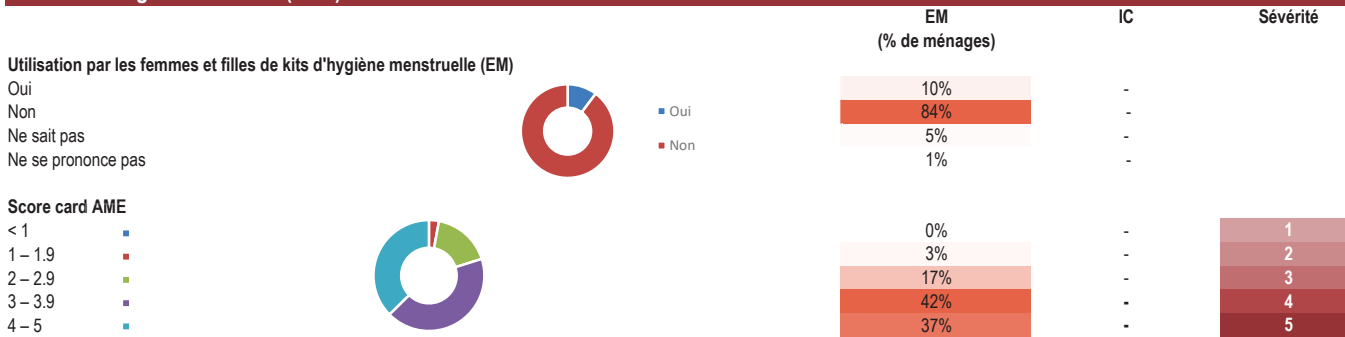
Les conditions d'abri apparaissent fortement dégradées dans la zone évaluée. La grande majorité des ménages vit dans des habitations en construction non durable délabrée à 93 %, contre seulement 1 % dans des logements durables et 3 % dans des abris d'urgence, traduisant une forte vulnérabilité.

La pression sur les capacités d'hébergement est importante, avec 41 % des ménages installés sur leurs propres parcelles dans des conditions précaires, 26 % accueillis par des familles d'accueil et 28 % en location, ce qui reflète une dépendance accrue aux solutions limitées.

Les informateurs clés signalent par ailleurs que de nombreux abris ont été endommagés ou détruits et qu'une grande partie des ménages vit dans des abris d'urgence.

Enfin, 54 % des ménages vivent en promiscuité, augmentant les risques sanitaires et de protection. Dans l'ensemble, la situation des abris reste critique et nécessite une réponse urgente.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Les résultats mettent en évidence un accès très limité aux Articles Ménagers Essentiels dans la zone évaluée. L'utilisation de kits d'hygiène menstruelle reste faible, avec seulement 10 % des ménages qui en disposent, contre 84 % qui n'y ont pas accès, ce qui pose des défis importants en matière de dignité et de santé des femmes et des filles de la zone.

Le score AME confirme cette situation préoccupante, avec une forte concentration des ménages dans les niveaux de sévérité élevés, soit 42 % au niveau 4 et 37 % au niveau 5, traduisant un manque généralisé d'articles de base. À l'inverse, les ménages en situation moins critique restent très peu représentés.

Ces éléments reflètent des conditions de vie fragilisées, marquées par un accès insuffisant aux biens essentiels et des besoins importants en assistance pour couvrir les besoins de base.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		14	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	73	
Robinets public / bornes fontaines	-	5	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	73	
Source naturelle non-aménagée	-	73	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	1	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	68%	-	1
Source non-améliorée	25%	-	3
Eau de surface	7%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	51%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	75%	-	
De 31 minutes à 2 heures	25%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	51%	3	
Les points d'eau sont trop éloignés	13%	4	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	9%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	15%	7	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	4%	2	
L'eau est trop chère	11%	2	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	19%	6	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	7%	0	
Autre	6%	0	
Ne sait pas	0%	0	

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
	14	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²

Tous les membres sans distinction	#DIV/0!	-
Les hommes adultes	#DIV/0!	-
Les femmes adultes	#DIV/0!	-
Les garçons de moins de 18 ans	#DIV/0!	-
Les filles de moins de 18 ans	#DIV/0!	-
Ne sait pas	#DIV/0!	-
Ne se prononce pas	#DIV/0!	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	52%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	9%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	4%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	20%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	7%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	5%	-	5

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	23%	-	3
Non	76%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	48%	-
Non	52%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	4%	-
Non	96%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales	-	11
Eau stagnante	-	12
Déchets solides domestiques	-	0
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0
Rongeurs / rats	-	0
Aucun	-	2

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		14	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	42%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	33%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	15%	-	5

Analyse EHA

Les résultats montrent que l'accès à l'eau reste globalement fonctionnel dans la zone, avec 68 % des ménages utilisant des sources améliorées et 75 % accédant à l'eau en moins de 30 minutes. La disponibilité en eau apparaît suffisante pour les principaux usages domestiques, notamment pour boire à 95 % et cuisiner à 96 %. Toutefois, plusieurs contraintes persistent, en particulier le coût de l'eau, l'insuffisance de points d'approvisionnement et le manque de récipients de stockage.

Malgré cet accès relativement favorable, des indicateurs sanitaires préoccupants sont observés, notamment un taux de diarrhée atteignant 51 % chez les enfants de moins de 5 ans, suggérant des problèmes liés à la qualité de l'eau et aux pratiques d'hygiène.

Les principales vulnérabilités concernent l'hygiène et l'assainissement. L'accès au lavage des mains avec eau et savon reste extrêmement limité à 1 %, tandis que 76 % des ménages n'en disposent pas. Par ailleurs, 74 % des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées et 15 % pratiquent la défécation à l'air libre. À cela s'ajoutent des conditions d'assainissement dégradées, marquées par la présence de matières fécales et d'eaux stagnantes dans certaines localités.

Ces facteurs combinés traduisent un environnement à haut risque sanitaire, où les insuffisances en hygiène et en assainissement compromettent les bénéfices liés à l'accès à l'eau.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé **14**

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	88%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	12%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	0%	-
Autre	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	87%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	12%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	1%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	64%	-
Entre 1 heure et 2 heures	30%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	6%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	2
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	12
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 14	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	3	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	1	
Manque de médicaments	-	9	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	11	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	4	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	51%	-	3
Fièvre	64%	-	
Toux	35%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	35%	-
Non	33%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	230	451
Infection Respiratoire Aigue	0	0
Diarrhées aiguës	0	0
Typhoïde	0	0
Malnutrition aigue globale	0	0
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	544

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui
Oui
Oui, beaucoup

Analyse Santé

Dans la zone évaluée, le recours aux structures de santé est largement dominant, avec environ 88 % des hommes et 87 % des femmes qui s'y rendent, contre près de 12 % qui recourent aux guérisseurs traditionnels. Cette tendance est confirmée par les informateurs clés, qui indiquent que la majorité des accouchements se déroule en structure de santé.

Malgré cela, l'accès aux soins reste contraint. Environ 64 % des ménages se trouvent à moins d'une heure d'une structure de santé et 30 % entre une et deux heures, mais des obstacles majeurs persistent, notamment le manque de moyens financiers et l'insuffisance de médicaments, limitant l'accès effectif aux services.

La situation sanitaire est préoccupante, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans. Environ 64 % présentent de la fièvre, 51 % souffrent de diarrhée et 35 % de toux. Cette vulnérabilité est aggravée par une très faible utilisation des moustiquaires, avec seulement 6 % des ménages qui en disposent, favorisant ainsi la propagation du paludisme, principale pathologie enregistrée dans les structures de santé.

Par ailleurs, les services de santé font face à une pression accrue, liée à une augmentation importante du nombre de patients depuis le début de la crise, ce qui met à rude épreuve les capacités de

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		13	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	19%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui/Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	32	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	17%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	11	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	9	-	
Nombre total de personnes âgées	2	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	1	1	1	1
Meurtre	4	4	2	2
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	5	0
Violences sexuelles	2	12	0	10
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	5	2	2	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	2	2	3
Violences conjugales	0	6	0	3
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	4	0	4	0
Pillage du bétail	2	3	1	0
Arrestations arbitraires	4	0	2	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	3	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	4	0	5	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	3	0	2	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	12%	-
Déni d'accès à des services	9%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	6%	-
Mariage forcé	18%	-
Travail forcé	29%	-
Pas de cas dans le ménage	54%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	4%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	17%	-
Déni d'accès à des services	8%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	26%	-
Travail forcé	23%	-
Pas de cas dans le ménage	46%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	6%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	28%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	7%	-	
Viol	45%	-	
Agression sexuelle	30%	-	
Violence physique ou harcèlement	17%	-	
Mariage forcé	23%	-	
Déni d'accès à des services	1%	-	
Abus psychologique / émotionnel	6%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			Non
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	7	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	6	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			Non
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	0	
Accapement des terres	-	4	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	2	
Accès à la terre pour les PDIs	-	5	
Augmentation du coût du loyer	-	2	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	4	
Destruction des cultures ou des animaux	-	4	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	2	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	3	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Les résultats mettent en évidence une situation de protection préoccupante dans la zone évaluée. En effet, 19 % des ménages déclarent avoir accueilli au moins un enfant non accompagné, reflétant une présence notable d'enfants séparés, également confirmée par les informateurs clés. Cette situation s'inscrit dans un contexte marqué par l'absence de services de prise en charge des cas de VBG, identifiée comme inexistante.

Les risques de protection se traduisent par différentes formes de violences rapportées au sein des ménages. Chez les hommes, les principaux incidents concernent le travail forcé à 29 %, le mariage forcé à 18 % et la violence physique à 12 %. Chez les femmes, ces risques sont plus élevés, avec le mariage forcé à 26 %, le travail forcé à 23 % et la violence physique à 17 %.

Les violences sexuelles constituent une préoccupation majeure, avec 45 % des ménages rapportant des cas de viol et 30 % des agressions sexuelles. Par ailleurs, l'absence de mécanismes de médiation et les tensions liées à l'accès à la terre renforcent les risques de protection dans la zone.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
		14	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	80%	-	1
Plus de 1 heure	19%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	1%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	5%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	14	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	25%	-	
Filles (Primaire)	35%	-	
Garçons (Secondaire)	37%	-	
Filles (Secondaire)	41%	-	
Total	35%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	85%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	7%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	1%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	2%	-	
Enfant jamais allé à l'école	3%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
14	14
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	61%
Avant la crise	-	42%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	56%
Avant la crise	-	47%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	68,5
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	54

Analyse Éducation

L'accès aux écoles apparaît globalement satisfaisant dans la zone évaluée, avec 80 % des ménages situés à moins d'une heure d'un établissement. Toutefois, cette accessibilité ne se traduit pas par une fréquentation régulière, puisque 35 % des ménages déclarent qu'aucun enfant n'a fréquenté l'école récemment, une situation plus marquée chez les filles au secondaire où ce taux atteint 41 %.

Les contraintes économiques constituent le principal frein à la scolarisation, le manque de moyens pour payer les frais scolaires étant évoqué par 85 % des ménages. Parallèlement, le système éducatif fait face à une pression croissante, avec un ratio élèves par enseignant passé de 54 avant la crise à 69 actuellement, ce qui affecte les conditions d'apprentissage.

Ces éléments montrent que, malgré la proximité des écoles, l'accès réel à l'éducation reste limité par les difficultés économiques des ménages et la surcharge des infrastructures scolaires.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		16	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	72%	-	
Nutrition	6%	2	
Abris	7%	0	
AME	4%	0	
EHA	6%	3	
Santé	9%	5	
Education	0%	0	
Nourriture	4%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	12%	2	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	9	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	5	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	8	
EHA	-	5	
Santé	-	5	
Education	-	5	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	11	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	98%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	14%	-	
Vouchers / foires	22%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	28%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	7%	-	
Autre	3%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	1%	-
Où recevoir l'assistance	55%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	55%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	7%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	32%	-
Comment donner son feedback	9%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	16%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	6%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	23%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	47%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	15%	-
SMS	22%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	7%	-
Crieurs publics avec mégaphones	3%	-
Au travers des leaders communautaires	41%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	4%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	26%	-
Boîte à plaintes	86%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	31%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	8%	-
SMS	10%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	6%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Dans le secteur de la redevabilité envers les populations affectées, les résultats mettent en évidence une préférence très nette pour les modalités d'assistance directes, dominées par le cash physique utilisé par 98 % des ménages. Les autres formes d'assistance restent secondaires, notamment l'assistance en nature à 28 %, les vouchers à 22 % et les transferts électroniques à 14 %, tandis que les services demeurent marginaux.

Les besoins prioritaires exprimés par les communautés se concentrent principalement sur les moyens financiers, suivis des articles ménagers essentiels, de l'eau, hygiène et assainissement, ainsi que de la santé et des moyens de subsistance, traduisant une pression importante sur les conditions de vie de base.

L'accès à l'assistance humanitaire reste limité, avec 72 % des ménages n'ayant reçu aucune aide depuis le début de la crise. Parmi les bénéficiaires, l'appui demeure faible et principalement orienté vers le cash à 12 %, suivi de la santé à 9 %, des abris à 7 % et de l'eau, hygiène et assainissement à 6 %.

Les besoins en information sont importants, notamment pour savoir où recevoir l'aide et comment s'enregistrer, chacun mentionné par 55 % des ménages. Enfin, les mécanismes de redevabilité reposent principalement sur des dispositifs physiques, avec une forte préférence pour les boîtes à plaintes utilisées par 86 % des ménages, suivies du contact direct avec les acteurs humanitaires.

Conclusions générales et commentaires

Dans l'ensemble, les résultats de l'évaluation mettent en évidence une dégradation significative des conditions de vie des populations affectées par la crise dans la zone de santé de Kibirizi. Les ménages déplacés, retournés et les communautés hôtes font face à des besoins humanitaires multisectoriels critiques, aggravés par la persistance de l'insécurité et la pression accrue sur des ressources déjà limitées.

Les secteurs de la sécurité alimentaire, des abris et AME, de l'eau, hygiène et assainissement, de la santé, de la protection et de l'éducation présentent des niveaux de vulnérabilité élevés. L'insuffisance des moyens de subsistance, l'accès limité aux services sociaux de base ainsi que les risques accrus de protection contribuent à fragiliser davantage la résilience des ménages affectés.

Au regard de ces éléments, une réponse humanitaire rapide, coordonnée et multisectorielle est essentielle, avec un accent particulier sur l'assistance en cash inconditionnel, l'appui alimentaire, la fourniture d'AME, l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'EHA, ainsi que le renforcement des mécanismes de protection et d'accès à l'éducation.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)